

Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, elle prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

# Q16/E26

QualiOpi indicateur 16  
Eduform indicateur 26

## Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »  
© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Lorsque le prestataire met en œuvre des formations conduisant à une certification professionnelle, il s'assure que les conditions de présentation des bénéficiaires à la certification respectent les exigences formelles de l'autorité de certification.

### Les enjeux

Prendre l'attache du rectorat d'académie pour chaque CFA proposant des diplômes de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

### Les points d'appui

#### Fiches ressources régionales

[Positionnement pédagogique en apprentissage](#), dont les parties sur :

- Le décret n°2020-624 du 22 mai 2020 ;
- Le tableau de synthèse des réductions possibles compte tenu des diplômes acquis ;
- L'annexe sur les bénéficiés et les dispenses) ;
- Les conventions tripartites et les conventionnements avec une tierce entreprise.

Les différences entre les [deux contrats d'alternance](#).

[Annuaire régional](#) inspecteurs & gestionnaires du service des examens et concours de la région académique PACA

Pour les CFA à dimension nationale, la [page nationale de la DGESCO](#) liste les contacts de tous les coordonnateurs de la mission sur l'ensemble des régions ou des académies.

Fiches conseils : [horaires d'enseignement](#) / [positionnement pédagogique](#) / [recrutement d'un formateur](#).

Créée le : 23 août 2023

Dernière mise à jour : **20 novembre 2024**

### Les actions à conduire par priorités

**Formaliser une procédure interne** permettant de garantir par anticipation la validité des pièces exigées lors de l'inscription aux examens :

- Dans le CERFA : le respect du volume horaire minimum d'enseignement en CFA dans tout CERFA, de l'adéquation de l'entreprise au référentiel du diplôme (en lien avec les exigences du référentiel d'activités professionnelles, des compétences cibles et du règlement d'examen) ;
- Dans les autres pièces :  
La convention tripartite d'aménagement de la durée du contrat d'apprentissage (dans les cas où elle est obligatoire). Le ou les conventionnements avec une tierce entreprise (selon le cas), y compris lors de mobilités à l'international.
- Concernant des publics spécifiques : par exemple, les apprentis en situation de handicap (pour les aménagements des épreuves à l'examen, se reporter à la fiche [Q26E41](#)).

### Les points de vigilance à respecter

- **Prendre l'attache du Rectorat**, et notamment de l'inspecteur – coordonnateur de la mission d'information, de contrôle et d'accompagnement pédagogique : « *Aucune offre de formation en apprentissage ne peut être proposée par un CFA sans qu'il n'ait pris l'attache du certificateur du diplôme ou du titre visé. Le certificateur est le seul compétent pour délivrer l'information requise sur les référentiels de formation, les modalités d'évaluation et le passage des examens (...). Cette démarche est donc à effectuer préalablement à l'ouverture d'une formation dans les secteurs visés* ». Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) – Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion).
- **Se rapprocher du** service des examens et concours du Rectorat dont dépend le CFA dans le cas de problématiques portant sur les examens (les contacts des gestionnaires à consulter dans l'annuaire régional, onglet « DEC »). **Recourir aux fiches conseils** proposés dans le cas de doutes (cf « Points d'appui »).  
A noter :
  - Seul le service des examens et concours est en capacité d'accorder les dispenses et bénéficiés d'épreuves à des candidats. Par conséquent, les CFA doivent prendre la précaution de se rapprocher de ce service lors de tout positionnement pédagogique dès lors que des réductions ou des allongements de la durée d'un contrat fondés sur l'existence de certifications acquises précédemment par les candidats sont mises en place.
  - Les gestionnaires des DEC ne répondront plus directement aux candidats (sauf aux candidats libres), mais uniquement aux CFA. Dans la mesure du possible, les questions seront regroupées. Il est conseillé aux CFA de se reporter aux « notes aux candidats » et aux circulaires d'inscription éditées chaque année par les services
  - Les gestionnaires des examens et concours ne répondront plus aux questions d'ordre pédagogique. Les CFA interpellent directement le [coordonnateur régional de la mission](#), qui fera appel si besoin aux inspecteurs concernés.
- **Identifier clairement le responsable** de l'inscription à l'examen : pour rappel, selon l'article L. 6223-4 : « *L'employeur veille à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat* ». Généralement, le CFA délègue cette responsabilité au CFA.

Modèles de livrets de formation pouvant être utilisés par les CFA : en CAP ([BO n °42 du 18 novembre 2010](#)), en Bac pro ([Arrêté du 17-6-2020](#)). Pour les BTS, chaque spécialité propose un modèle spécifique (publié dans chaque circulaire nationale).

Dispenses ou bénéfiques d'épreuves : [en CAP](#), [en bac pro](#).

Liens directs pour récupérer les diplômes :

- Dans l'[académie d'Aix-Marseille](#)
- Dans l'[académie de Nice](#)

Décret et arrêté du 8 juillet 2024 aménageant le [calendrier de formation et d'examen](#) pour les sportifs de haut niveau.

**Attention** : tous les CFA (y compris ceux 100% à distance, y compris les apprentis ayant un contrat prorogé d'un an après l'échec aux examens) doivent inscrire leurs candidats à l'examen. Le statut de candidat libre n'est accessible qu'aux candidats qui ne sont pas en formation.

**Important** : Selon le référentiel qualité QualiOpi, tout CFA doit attester des preuves d'inscription à la session d'évaluation.

- **Respecter strictement les dates limites** d'inscription fixées par chaque Rectorat.
- **Dans le cas d'une réduction ou un allongement** de la durée du contrat d'apprentissage, « le CFA s'est assuré auprès du Rectorat que cet aménagement de la durée de la formation est compatible avec l'inscription à l'examen final du diplôme de l'Education nationale » (extrait de la convention tripartite).
- **Signaler à l'autorité certificate** (rectorat dans le cas de diplômes de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur) l'absentéisme des apprentis, via le livret de formation à transmettre aux centres d'examen suivant les consignes de la Division des examens en concours et en respectant les dates limites.
- **Inscrire les apprentis aux certifications et aux épreuves obligatoires** en fonction du diplôme préparé :  
Attestations de réussite ou de suivi à des formations réglementaires obligatoires pour obtenir la certification visée (exemple : travail en hauteur, AIPR, etc.  
*A noter : [Arrêté du 18 juillet 2023](#) relatif aux diplômes professionnels - travaux temporaires en hauteur.*  
Activités de projet ou encore éducation physique et sportive en CAP et en Bac pro  
*A noter : les certifications en langue vivante ne sont pas obligatoires en BTS, tout comme la certification PIX pour les apprentis.*
- **Inscrire le CFA** dans les nouvelles modalités pédagogiques portées lors des renouvellements des diplômes (co-intervention, accompagnement renforcé, modules de préparation à l'insertion professionnelle / à la poursuite d'études, etc.).
- **Anticiper auprès du certificateur** les aménagements des épreuves d'examen nécessaires et utiles pour les PSH (cf la fiche [Q26E41](#)).
- **Respecter les obligations liées à chaque statut d'apprenant** dans le cadre d'une mixité de public accueilli dans un CFA également OF.  
*Pour rappel : il existe deux statuts de CFA, les CFA publics et les CFA privés. La notion de "privé sous ou hors contrat" n'existe pas en apprentissage car un CFA proposant un diplôme de l'éducation nationale doit se conformer strictement aux attentes du certificateur. Une fiche ressource en rappelle les principales obligations (fiche ressource sur les principales différences entre les deux [contrats d'alternance](#)).*
- **Supprimer toute référence à la notion de "stage"** dans le cadre de contrat d'alternance, comme le contrat d'apprentissage. Le référentiel spécifie : « Pour les apprentis, le référentiel précise que les certificats de stage sont remplacés par la photocopie du contrat de travail ou par une attestation de l'employeur confirmant le statut du candidat comme apprenti dans son entreprise et que les objectifs pédagogiques sont les mêmes que ceux des candidats scolaires ». Les CERFA peuvent être complétés par des conventions avec des tierces entreprises dans le cas où les entreprises signataires des contrats ne couvrent pas la totalité des compétences (mais ce ne sont pas des « conventions de stage »).

## Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

- Un contrat pédagogique sur une page, permettant de renseigner l'avis qui sera transmis au jury de délibération de l'examen sur 3 domaines et par semestre : Assiduité, ponctualité au CFA / Attitudes professionnelles en cours / Travail personnel, résultats au CFA.

- L'exemple d'un message annonçant l'ouverture d'une nouvelle formation par apprentissage et transmise à l'inspecteur de la spécialité :

« Bonjour (...),

*Je me permets de vous contacter aujourd'hui pour vous informer que le CFA (...), basé à (...), compte ouvrir le BTS (...), uniquement sous formation apprentissage, à partir de la rentrée de septembre 2025 prochain.*

*J'avais souhaité l'ouvrir il y a maintenant 2 ans, pour la rentrée 2023, mais par soucis de qualité, j'avais préféré prendre un temps afin de mieux structurer l'établissement.*

*Aujourd'hui, notre établissement comporte (...) apprentis repartis sur 2 pôles, le CAP (...) ainsi qu'un pôle (...) constitué des BTS (...) et également une continuité de parcours avec un Titre Professionnel (...).*

*Je compte développer le pôle tertiaire en intégrant le BTS (...) dans l'offre de formation dispensée par notre établissement.*

*Quelques informations concernant notre établissement ;*

- Créé en (...), le (...) est un organisme de formation passé CFA en (...).
- Notre établissement s'étant développé, nous travaillons avec (...) collaborateurs en temps plein en charge de la gestion de l'établissement (pédagogique / administratif / suivi des apprentis ....)
- Nous nous limitons à 18 étudiants par classe
- Chaque candidat est rencontré et accompagné au travers de 3 entretiens individuels d'une heure ayant pour objectif de présenter la formation afin d'éviter les erreurs de parcours, et démarrer un accompagnement et une formation de recherche d'une entreprise.

*Nous suivons particulièrement nos apprentis au travers de déplacements réguliers en entreprise, en physique, pour tous nos apprentis (2 à 3 déplacements par an en physique à l'entreprise, entretiens d'une heure minimum visant à suivre la progressivité des activités réalisées en entreprise, le comportement général, les aptitudes professionnelles, ainsi que l'évaluation des compétences par les maîtres d'apprentissages).*

*Nous avons une équipe pédagogique fidélisée pour laquelle nous n'avons aucun turn-over. Bien sûr, l'investissement au quotidien de la part de mes équipes et des membres de la direction ne s'arrête pas là.*

*Aussi, je reste à votre entière disposition pour vous communiquer les éléments organisationnels à venir pour le BTS GPME (TSF/matrice conformité des activités en entreprise/tableau d'éligibilité de l'entreprise avant contractualisation/Déroulés Pédagogiques/plannings ...) ou pour répondre à tout autre besoin (...) ».*

## Précisions

### SOMMAIRE

- La [base réglementaire](#) (principale)
- Les [rapprochements à faire avec l'autorité certificative](#) (le rectorat dont dépend chaque CFA)
- Les [conditions de diplômes](#) pour pouvoir s'inscrire à un examen
- Les [livrets de formation](#) à transmettre aux centres d'examen
- Les [conditions d'inscription en tant que candidat libre](#) à l'examen

## Les principaux sujets de préoccupation (extrait FAQ)

### SOMMAIRE

- Les distinctions entre [certification et habilitation](#)
- La [situation du stagiaire de la formation professionnelle](#) vis-à-vis de son inscription à l'examen
- Le cas des [CFA souhaitant être également OF](#)
- La reconnaissance d'un [diplôme étranger](#)
- Le [recours au dictionnaire](#) pendant les examens
- Une [alternative à proposer dans le cas d'un échec à l'examen](#) pour un apprenti inscrit dans un établissement habilité au CCF
- [Arrêt maladie et présentation à l'examen](#) (dont focus sur les conditions restrictives pour se présenter à l'examen du BP)
- Les [prolongations de contrat](#) d'apprentissage pour une inscription à une nouvelle session d'examen
- Les [conditions de passation des examens](#) (présence en entreprise et/ou en CFA de l'apprenti pendant la période des examens)
- Le [contrôle en cours de formation](#) (CCF)

## Précisions

### 1. La base réglementaire (principale)

[Article L6223-4](#) : « L'employeur s'engage à faire suivre à l'apprenti la formation dispensée par le centre et à prendre part aux activités destinées à coordonner celle-ci et la formation en entreprise. Il veille à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat ».

« Responsable de l'inscription de l'apprenti dans un CFA, l'employeur s'engage contractuellement et veille à l'inscription et à la participation de son apprenti aux épreuves sanctionnant le titre ou le diplôme ainsi préparé. C'est notamment à ce titre que l'employeur s'engage à libérer l'apprenti de toute présence en entreprise pour suivre les enseignements théoriques dispensés obligatoirement par l'organisme dans lequel il est inscrit. Le temps nécessaire à la préparation et au passage des épreuves nécessaires à l'obtention du diplôme ou du titre est du temps contractuel effectif, et est donc rémunéré comme tel. A ce titre, et ce si le CFA n'a pas organisé une semaine de révision en plus du référentiel de formation initial, l'apprenti a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables pour la préparation directe des épreuves. Ce congé, qui donne droit au maintien du salaire, est situé dans le mois qui précède les épreuves ».

Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – pages 15 et 16).

### 2. Les rapprochements à faire avec l'autorité certificative (le rectorat dont dépend chaque CFA)

Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) – Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion : « Aucune offre de formation en apprentissage ne peut être proposée par un CFA sans qu'il n'ait pris l'attache du certificateur du diplôme ou du titre visé. Le certificateur est le seul compétent pour délivrer l'information requise sur les référentiels de formation, les modalités

d'évaluation et le passage des examens (...) Cette démarche est donc à effectuer préalablement à l'ouverture d'une formation dans les secteurs visés ».

De même, la convention tripartite indique de manière très claire la responsabilité du CFA dans la finalisation de la convention tripartite : « Le CFA s'est assuré auprès du certificateur que cet aménagement de la durée de la formation est compatible avec l'inscription à l'examen final du diplôme ou titre professionnel visé » (il faut entendre par « certificateur », les représentants du Ministère de l'éducation nationale dans le rectorat le plus proche, à savoir le gestionnaire des diplômes au sein du service des examens et concours, et si besoin l'inspecteur en charge de la spécialité professionnelle – pour savoir les personnes à contacter dans les rectorats d'Aix-Marseille et de Nice, consulter le [fichier cardex 2023-2024](#)).

Le [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – page 12) précise l'importance « que le CFA se rapproche du certificateur afin d'envisager l'impact de la réduction de durée sur le déroulement des épreuves terminales » dans le cas de l'aménagement de la durée du contrat d'apprentissage.

Pour des cas particuliers et/ou des doutes sur le résultat du positionnement pédagogique, tout CFA peut compléter la fiche conseil disponible sur [la page régionale](#) dédiée à la mission d'information et de contrôle pédagogique (ou directement [en cliquant ici](#)). Selon la nature de la demande, le coordonnateur de la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage prendra l'attache de la DEC et/ou de l'inspectrice ou de l'inspecteur de la spécialité ou de la discipline.

### 3. Les conditions de diplômes pour pouvoir s'inscrire à un examen

Le tableau supra renseigne de manière générale sur les conditions de diplômes pour pouvoir s'inscrire à un examen. Il est complété par liens hypertextes par les listes des diplômes dits « connexes ». Ces listes données à titre informatif renseignent les CFA sur les conditions de diplôme favorables à une réduction de la durée du contrat d'apprentissage.

Pour des cas particuliers et/ou des doutes sur l'exactitude des parcours proposés (par exemple, pour s'inscrire à une mention complémentaire spécifique, ...), le CFA prendra l'attache directement et en priorité du service de la division des examens et concours du Rectorat.

Les CFA trouveront dans la [page régionale](#) dédiée à la mission d'information et de contrôle pédagogique, les [coordonnées des gestionnaires](#) pour chaque diplôme.

#### Remarque sur les dispenses d'unités

Dans le cas d'une dispense d'unités à l'examen, le coefficient d'une épreuve dispensée est neutralisé. Les notes précédemment obtenues ne sont pas prises en considération. La moyenne générale à l'examen est calculée sur la base des seules épreuves effectivement présentées (affectées de leurs coefficients) au titre de la session.

- Consulter les documents de synthèse sur les dispenses ou bénéfices d'épreuves proposés par le service des examens et concours de l'académie de Nice : [en CAP](#), [en bac pro](#).

A noter : la spécificité de la Prévention Santé Environnement (PSE)

Un arrêté du 30 août 2019 repositionne la PSE dans les unités générales des règlements d'examen de tous les CAP. Voir sur le site eduscol à l'adresse suivante : <https://eduscol.education.fr/document/12260/download>

Depuis la publication de l'arrêté du 11 juin 2021 modifiant les arrêtés relatifs à l'obtention des dispenses d'épreuves d'enseignement général au CAP, au baccalauréat professionnel, au brevet des métiers d'art et au brevet professionnel ([lien direct](#)), les dispenses sont possibles pour un candidat par exemple titulaire d'un CAP ou d'un bac pro et souhaitant s'inscrire dans un autre CAP. Le passage de la PSE des unités professionnelles aux unités générales n'a plus d'incidence.

**Focus sur le bénéfice de notes au BTS**

Information importante de la DGESIP concernant les règles de conservation des bénéfices de note demandés par les candidats qui s'appliquent à partir de la session 2023

**Synthèse : Le candidat (pour les redoublants de l'année dernière), ne peut conserver uniquement les notes supérieures ou égales à 10 sur 20 obtenues à des épreuves ou sous-épreuves correspondant à des unités du diplôme. Il ne pourra donc pas demander le bénéfice de notes positionnées sur une épreuve « maîtresse » non unité comportant des sous-épreuves unités.**

Explication détaillée :

Il s'est avéré que l'interprétation souple de la règle de conservation des bénéfices de notes qui permettait de conserver une note représentant une moyenne d'unités (épreuve maîtresse) et qui avait cours depuis des années était non réglementaire et incompatible avec les nouvelles règles du rattrapage. Il est par conséquent nécessaire de revenir à la lettre du code qui autorise la conservation des notes uniquement sur des unités.

Ainsi, la règle de gestion des bénéfices de notes demandés par les candidats au moment de leur inscription évolue à partir de la session 2023, tout en préservant la situation des candidats qui ont pu être autorisés, antérieurement, à conserver des bénéfices de notes sur des épreuves non unités comportant des sous-épreuves. Selon la situation des candidats, ces règles de gestion ont un impact sur le choix possible des épreuves de contrôle.

**1. Les candidats qui se sont inscrits pour la première fois à la session 2022 et les nouveaux inscrits à partir de la session 2023 :**

Ces candidats ne peuvent conserver que les notes supérieures ou égales à 10 sur 20 obtenues à des épreuves ou sous-épreuves correspondant à des **unités** du diplôme. Ils ne peuvent pas demander le bénéfice de notes positionnées sur une épreuve « maîtresse » non unité comportant des sous-épreuves unités.

Cette solution est conforme à la réglementation. En effet, l'article D. 643-23 du code de l'éducation prévoit que les candidats ajournés, ayant présenté l'examen sous la forme globale, conservent, à leur demande et dans les conditions précisées à l'article D. 643-15, le bénéfice des notes obtenues lorsqu'elles sont supérieures ou égales à 10 sur 20 et présentent alors l'ensemble des unités non détenues. Il en va de même des candidats ayant opté pour la forme progressive en vue des sessions ultérieures. Or, l'article D. 643-15 dispose que l'obtention d'une note supérieure ou égale à 10 sur 20 à une épreuve de l'examen donne lieu à la délivrance d'une ou plusieurs unités. Les notes et unités correspondantes sont valables cinq ans à compter de leur date d'obtention. Les candidats qui, au terme du calcul de la moyenne conditionnant la délivrance du diplôme, échouent à l'examen et les candidats ayant choisi la forme progressive de l'examen dans les conditions prévues à l'article D. 643-14 qui n'obtiennent pas cette moyenne reçoivent une attestation reconnaissant l'acquisition des blocs de compétences correspondant aux unités auxquelles ils ont obtenu une note égale ou supérieure à 10 sur 20 ».

Exemple :

Un candidat qui a obtenu à la session 2022, une note supérieure ou égale à 10 sur 20 à l'épreuve non unité E3 « Mathématiques - Sciences physiques et chimiques appliquées » ne pourra pas positionner un bénéfice sur cette épreuve E3. S'il a obtenu la note de 14 sur la sous-épreuve E31 et 9 sur la E32, il pourra conserver la note de 14 positionnée sur E31 correspondant à l'unité U31 et il devra repasser E32.

**Impact sur le choix des épreuves de contrôle :**

Le candidat bénéficiaire peut choisir des épreuves de contrôle correspondant aux épreuves pour lesquelles il a choisi le bénéfice de notes s'il accède au rattrapage. La note de l'épreuve de contrôle sera substituée à la note initiale si elle est plus favorable. A la session suivante (2024 et au-delà), le cas échéant, le candidat devra choisir à nouveau s'il souhaite conserver le bénéfice de cette note, sachant qu'à l'inverse, la renonciation à un bénéfice de notes est définitive.

**2. Les candidats qui étaient déjà inscrits à l'une des sessions 2018, 2019, 2020, 2021 :**

2.1. Cas des notes supérieures ou égales à 10 sur 20 obtenues avant la session 2022 :

Les candidats peuvent conserver le bénéfice des notes positionnées sur des **épreuves maîtresses (épreuves comportant des sous-épreuves) qui ne correspondent pas à une unité du diplôme.**

Ces candidats ont pu déjà profiter de cette mesure à la session 2022. Aussi, pour ne pas pénaliser ceux qui ont eu au moins une note inférieure à 10 aux sous-épreuves, ils sont autorisés à conserver les bénéfices de notes sur ces épreuves maîtresses non unités pour la session 2023 et jusqu'au terme des cinq années de validité des notes obtenues aux sessions antérieures.

Exemple :

Un candidat qui a obtenu une note supérieure ou égale à 10/20 à la session 2021 pour l'épreuve maîtresse non unité E3 « Mathématiques - Sciences physiques et chimiques appliquées » (année N) pourra conserver le bénéfice de cette note jusqu'à la session 2026 incluse (N+5). Cette note est le résultat de la moyenne coefficientée des deux notes des sous-épreuves unités E31 mathématiques et E32 physique et chimie.

**Impact sur le choix des épreuves de contrôle :**

Le candidat bénéficiaire d'une épreuve maîtresse non unité ne pourra pas choisir les épreuves de contrôle correspondant à ces épreuve ou sous-épreuves. En effet, la substitution, le cas échéant, de la note de rattrapage à celle bénéficiaire ne peut se faire faute d'unité de rattachement de l'épreuve maîtresse de même que sa substitution aux notes obtenues aux sous-épreuves à cause de l'écrasement à l'inscription de celles-ci.

2.2. Cas des notes supérieures ou égales à 10 sur 20 obtenues à compter de la session 2022 :

Les candidats peuvent demander à en conserver le bénéfice uniquement pour les épreuves ou sous-épreuves qui correspondent à une unité du diplôme, de la même manière que les candidats qui se sont inscrits pour la première fois en 2022.

**Tableau de synthèse des réductions de parcours possibles en apprentissage compte tenu des diplômes acquis**

Sur la base d'une production originale de l'académie de Nantes de juin 2019, et complété par la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (dernière mise à jour des DEC de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur : 15 janvier 2022)

**Point de vigilance :** ce tableau ne constitue plus une règle absolue depuis la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », et notamment les références aux diplômes connexes - sauf dans le cas de textes réglementaires toujours en vigueur (par exemple le décret du 21 mars 2019 – cf plus bas).

Les aménagements du contrat d'apprentissage en fonction du parcours de l'apprenti relèvent de la responsabilité du CFA. Il est toutefois vivement conseillé de se rapprocher du certificateur (en usant par exemple des fiches conseils à disposition). Les liens vers les documents avec les listes des diplômes connexes peuvent constituer des repères dans les choix à opérer par le CFA.

Diplôme de l'Education nationale obtenu (ou selon le cas, niveau validé)	Nouveau diplôme de l'Education nationale visé Durée du contrat d'apprentissage possible
Tout diplôme de niveau supérieur au baccalauréat professionnel (BTS, DUT, licence, DMA, ...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BAC PRO en 2 ans</li> <li>- BAC PRO en 1 an (Précaution : <a href="#">fiche conseil à renseigner</a> et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité).</li> <li>- CAP en 1 an</li> </ul> <p><u>A noter :</u> l'accès au BTS est conditionné à l'obtention du baccalauréat (cf Décret du n° 2019-215 du 21 mars 2019 relatif aux modalités d'admission en section de techniciens supérieurs et modifiant le code de l'éducation (1))</p>
Baccalauréat général ou technologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BAC PRO en 2 ans</li> <li>- CAP en 1 an</li> </ul>
Baccalauréat professionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BAC PRO en 1 an (Précaution : <a href="#">fiche conseil à renseigner</a> et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité).</li> <li>- BP en 1 an (si le diplôme est référencé dans la liste accessible <a href="#">en cliquant ici</a>).</li> <li>Sinon, BP en 2 ans.</li> <li>- CAP en 1 an</li> </ul>

Brevet professionnel MC de niveau 4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CAP en 1 an</li> <li>- BAC PRO en 1 an (Précaution : <a href="#">fiche conseil à renseigner</a> et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité).</li> <li>- Aucune inscription possible en BTS (<a href="#">décret du 21 mars 2019</a>).</li> </ul>
Baccalauréat général (niveau 1 <sup>ère</sup> ou niveau terminale) - Baccalauréat général, technologique ou professionnel (niveau seconde)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BAC PRO en 2 ans</li> </ul>
CAP ou BEP (en lien direct avec la spécialité du diplôme préparé) MC de niveau 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CAP en 1 an (si le diplôme est référencé dans la liste accessible <a href="#">en cliquant ici</a>). Sinon CAP en 2 ans.</li> <li>- BP en 2 ans (conditions de diplômes à vérifier dans chaque règlement d'examen).</li> <li>- MC (conditions de diplômes à vérifier dans chaque règlement d'examen) (2)</li> <li>- BAC PRO en 2 ans (si la spécialité professionnelle est inscrite dans la liste accessible <a href="#">en cliquant ici</a>). Sinon BAC PRO en 3 ans.</li> <li>- Aucune inscription possible en BTS (<a href="#">décret du 21 mars 2019</a>).</li> </ul>
Sans diplôme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune inscription possible en MC, BP, BMA ou encore BTS</li> </ul>
Cas particulier : Accès à un titre professionnel	<p><i>L'accès à un titre professionnel est conditionné</i></p> <p>Si <a href="#">le décret n°2016-954 du 11 juillet 2016</a> précise bien que le titre professionnel peut être préparé par la voie de l'apprentissage, en plus de la VAE et de la formation continue, <a href="#">l'arrêté du 11 juillet 2016</a> indique que pour accéder à la préparation par la voie de l'apprentissage d'un titre professionnel, le jeune doit justifier d'une des conditions suivantes :</p> <p>Être titulaire d'un diplôme ou d'une certification professionnelle attestant d'au moins un niveau V de qualification ;</p> <p>Être éligible au droit au retour en formation initiale au sens de <a href="#">l'article D. 122-3-1 du Code de l'éducation</a> : être un jeune âgé de 16 à 25 ans révolus sortant du système éducatif sans diplôme ou ne possédant que le diplôme national du brevet ou le certificat de formation générale".</p> <p>Par contre, ce n'est pas le même cas pour les titres à finalité professionnelle. Contrairement au titre professionnel du Ministère du Travail, le titre à finalité professionnelle (de branche) n'est pas conditionné à la détention d'un diplôme de niveau 3 et n'a pas de restriction de public éligible au contrat d'apprentissage (plus de détails dans le <a href="#">FIL d'actualités</a> du 28 novembre 2022).</p> <p><b>(1) L'inscription en BTS</b></p> <p>Pour rappel, le décret du 21 mars 2019 : « La préparation du BTS est ouverte (...) » et non pas l'inscription.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article D612-30</b></p> <p style="text-align: center;">Modifié par <a href="#">Décret n°2019-215 du 21 mars 2019 - art. 1</a></p> <p>La préparation du brevet de technicien supérieur par la voie scolaire et par la voie de l'apprentissage est ouverte aux candidats qui :</p> <p>1° Soit sont titulaires du baccalauréat professionnel ;</p> <p>2° Soit sont titulaires du baccalauréat technologique ;</p> <p>3° Soit sont titulaires du baccalauréat général ou du diplôme d'accès aux études universitaires ;</p> <p>4° Soit sont titulaires d'un titre ou diplôme classé dans le répertoire national des certifications professionnelles au niveau IV par la Commission nationale de la certification professionnelle, ou d'un diplôme reconnu conjointement par la France et un État partenaire.</p> <p>Peuvent par ailleurs être admis les candidats ayant suivi une formation à l'étranger autre que celles mentionnées aux alinéas précédents, par décision du recteur d'académie prise après avis de l'équipe pédagogique.</p> <p>Il est donc de la responsabilité du CFA de respecter la réglementation en encadrant strictement les conditions de recrutement de ses candidats.</p>



Notice : le décret supprime l'admission en section de techniciens supérieurs (STS) sans avoir obtenu le baccalauréat ou l'un des titres ou autres diplômes prévus au 4° de l'article D. 612-30 pour les candidats en formation initiale (voie scolaire et apprentissage).

### (2) Les conditions d'accès aux mentions complémentaires (certificats de spécialisation)

L'accès aux MC est réglementé, à double titre : et par le Code de l'éducation, et par le référentiel du diplôme :

- S'agissant du Code de l'éducation, l'article D337-144 précise : "Sur décision du recteur d'académie, prise après avis de l'équipe pédagogique de l'établissement concerné par la formation demandée, peuvent également être admises en formation les personnes ayant accompli en France ou à l'étranger une formation validée par un diplôme ou un titre d'un niveau comparable aux diplômes et titres mentionnés à l'article [D. 337-143](#) et dans un secteur en rapport avec leur finalité. Sur décision du recteur d'académie, prise après positionnement par l'équipe pédagogique de l'établissement de formation, peuvent également être admises à préparer la mention complémentaire par la voie de la formation professionnelle continue définie au livre III de la sixième partie du code du travail les personnes ne possédant pas les diplômes et titres exigés par chaque arrêté de spécialité mentionné à l'article D. 337-143 ni les autres diplômes ou titres mentionnés au premier alinéa du présent article".
- Par exemple, s'agissant la mention complémentaire « technicien(ne) en soudage » : dans le cadre de l'arrêté du 26 novembre 2015, il est écrit dans l'article 2 : "L'accès en formation à la mention complémentaire "technicien(ne) en soudage" est ouvert aux candidats titulaires de l'une des spécialités suivantes du baccalauréat professionnel : technicien en chaudronnerie industrielle, technicien d'usinage, technicien ouvrier, maintenance des équipements industriels, construction des carrosseries, aéronautique option structure, ouvrages du bâtiment : métallerie, environnement nucléaire ainsi qu'aux candidats titulaires du brevet professionnel métallier et aux candidats remplissant les conditions fixées à l'[article D. 337-144 du code de l'éducation](#)".

Toute demande de dérogation doit être déposée en suivant la procédure spécifique de positionnement réglementaire (pour tous les détails, consulter la [page internet de référence](#)).

#### 4. Les livrets de formation à transmettre aux centres d'examen

##### Précision apportée par la DGESCO

La réglementation en vigueur fixe le livret scolaire comme applicable aux seuls publics scolaires et définit le livret de formation pour les apprentis (sans modèle préconisé). Le LSL pro n'étant que la version numérique du livret scolaire, il n'est donc pas possible de parler de LSL pro pour les apprentis. L'existence de classe mixte scolaire/apprenti ne vient pas gommer cette différence de statut.

L'utilisation de pronotes est donc possible pour l'ensemble des publics, dans le cadre de l'édition de bulletins trimestriels ou semestriels, mais le transfert des données vers LSL Pro ne concernera que le public scolaire. Le livret de formation pourra ainsi faire apparaître le calendrier d'alternance et les retours périodiques du maître d'apprentissage, ce que ne permet pas LSL Pro dans sa forme actuelle (entrée exclusive par les PFMP).

Le livret scolaire et le livret de formation ayant pour finalité la délibération du jury final, le livret qui devra être présenté au jury sera celui du statut avec lequel le candidat est inscrit au baccalauréat professionnel, quel que soit les périodes scolaire/apprenti qu'il aura connu au cours de son parcours de formation.

##### Complément du service des examens et concours du rectorat d'Aix-Marseille

Les CFA peuvent s'ils le souhaitent s'inspirer des modèles que constituent les livrets scolaires des CAP et des bac pro :

- Pour les CAP, le modèle reste celui publié au BO n 42 du 18 novembre 2010 (accès direct [en cliquant ici](#)).
- Pour les bac pro, l'arrêté du 17-6-2020 modifie le livret scolaire pour l'examen du baccalauréat professionnel à compter de la session 2022 (accès direct [en cliquant ici](#)).
- Pour les BTS, la [note de service du 6 juin 2020](#) publiée par le MESRI et la DGES
- *Le livret scolaire ou de formation concerne les candidats qui ont préparé le brevet de technicien supérieur :*

- (...) par la voie de la formation professionnelle continue dans un établissement public habilité ou un établissement non habilité à mettre en œuvre le CCF en vue de l'obtention du diplôme ;
- par la voie de l'apprentissage dans un centre de formation d'apprentis habilité ou non ou dans une section d'apprentissage habilitée ou non à mettre en œuvre le CCF en vue de l'obtention du diplôme (...).

Il est structuré conformément au modèle annexé au décret. Les disciplines sont remplacées par les intitulés précis des unités constitutives pour chaque spécialité de BTS, tels qu'ils sont présentés dans les règlements d'examen. Ces intitulés sont inscrits dans le modèle de livret dans le même ordre que celui figurant dans les règlements d'examen. Ce travail préalable au renseignement du livret par les équipes pédagogiques est effectué par l'académie chargée d'élaborer les sujets et la circulaire nationale de la spécialité du brevet de technicien supérieur concernée. Dûment complété, ce modèle est diffusé ensuite, (...) pour mise à disposition des établissements et organismes de formation concernés (...)

L'équipe pédagogique de l'établissement ou organisme de formation du candidat complète son livret de façon à indiquer le niveau de connaissances et de compétences qu'il a atteint et à valoriser son implication, son engagement, son assiduité et ses progrès. Le chef d'établissement veille, à cette occasion, à la cohérence des résultats portés au livret selon les critères suivants :

- les disciplines sont remplacées dans les livrets par les intitulés précis des unités constitutives, tels qu'ils sont présentés dans les règlements d'examens ;
- les notes attribuées durant la fermeture administrative des établissements et à leur réouverture, le cas échéant, ne sont pas prises en compte ;
- les moyennes annuelles attribuées au titre du contrôle continu sont inscrites dans le livret par unité constitutive et remplacent, dans la partie réservée à l'évaluation chiffrée, les moyennes par discipline.

L'appréciation littérale demandée pour chaque unité constitutive est obligatoire. Elle est en effet un élément important pour éclairer le jury de délibération sur l'investissement et les progrès du candidat pendant sa formation (...)"

##### 5. Les conditions d'inscription en tant que candidat libre à l'examen

Amendé à partir du site [Service-public.fr](http://Service-public.fr)

En CAP

- Aucune condition d'âge ou de diplôme n'est requise pour les candidats suivant un enseignement à distance (sauf dispositions réglementaires indiquées dans chaque règlement d'examen).
- Dans les autres cas, les candidats doivent être âgés d'au moins 18 ans au 31 décembre de l'année de l'examen et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire. Aucune attestation d'expérience professionnelle ou de périodes de formation en milieu professionnel n'est exigée (article D.337-7 du code de l'éducation).

En d'autres mots, tout candidat peut s'inscrire à l'examen d'une spécialité de CAP à titre individuel dès lors qu'il est majeur et à la condition qu'il ne soit pas déjà inscrit à la même session de cette même spécialité (sous un autre statut). Le cas échéant, des exigences supplémentaires peuvent être fixées par le référentiel de la spécialité.

S'il s'agit d'une présentation lors une même session à deux spécialités de CAP différentes, l'article [D337-21](#) prévoit pour certains types de candidats (titulaires d'un contrat d'apprentissage conclu en application de l'article L. 6222-5-1 du code du travail, ou d'un contrat de professionnalisation conclu en application de l'article L. 6325-4-1 du même code) la possibilité de s'y inscrire et ce, à titre dérogatoire.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où un candidat envisagerait de se présenter à l'examen avant la fin de son contrat d'apprentissage et donc à la session précédant celle à laquelle il projetait de s'inscrire en tant qu'apprenti, les dispositions de l'article [R6222-23](#) code du travail le lui permettraient : « L'apprenti qui souhaite rompre son contrat en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, en application de l'article L. 6222-19, en informe l'employeur, par écrit, au moins un mois avant la fin du contrat. »

En résumé, aucune disposition réglementaire n'interdit à un apprenti de se présenter à l'examen d'un CAP en candidat individuel avant la fin de son contrat d'apprentissage

En BP : être dans l'une des situations suivantes et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance)

- 5 ans effectués dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, sans condition de diplôme ;

- 2 ans effectués dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, et posséder un diplôme ou titre classé au niveau 3 ou à un niveau supérieur, figurant sur une liste arrêtée pour chaque spécialité par le ministre chargé de l'éducation ;
- Entre 6 mois et 1 an dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, et posséder un baccalauréat professionnel avec une spécialité du même secteur professionnel.

En Baccalauréat professionnel

- Justifier de 3 années d'activités professionnelles dans un emploi de niveau au moins égal à celui d'un ouvrier ou employé qualifié,
- Et dans un domaine professionnel en rapport avec la finalité du diplôme,
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

En BTS : être dans l'une des situations suivantes et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (hors enseignement à distance)

- Justifier d'1 année d'activités professionnelles dans un emploi en rapport avec la finalité du BTS préparé.
- Ou avoir déjà échoué au BTS dans la même spécialité en étant inscrit dans un établissement scolaire
- Ou être candidat de l'enseignement à distance

A noter : La notion de candidat libre, contrairement au baccalauréat général, n'existe pas pour l'examen de BTS.

Le suivi des deux années de formation et de la partie professionnelle en entreprise (contrat d'apprentissage, stage, contrat de professionnalisation...) sont des conditions réglementaires exigées pour présenter l'examen de BTS.

On parle de candidats individuels pour les candidats s'étant déjà présentés une fois l'examen ou inscrits dans un centre de formation à distance.

En DCG

- Avoir le baccalauréat ou un titre équivalent.
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

En DSCG

- Justifier soit d'un diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) ou d'un titre équivalent, soit d'un diplôme d'études comptables et financières (DECF), soit d'un Master
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

Sur les pratiques de certains CFA qui contraignent leurs apprentis à s'inscrire en candidat libre ... C'est absolument incompréhensible et très risqué de la part d'un CFA.

Interrogé sur le sujet, un organisme certificateur QualiOpi écrit : « Il n'y a pas trop de sens à être CFA et faire inscrire ses candidats « en Libre » de par la définition même de candidats libres ; c'est même assez antinomique (...) le CFA va avoir du mal à répondre à certains indicateurs (7/16) entre autres. Sur un cas de ce type, la certification QualiOpi a été réusée au titre de l'indicateur 16 du référentiel ».

Les CFA qui se risqueraient à ce genre de pratique pourraient se voir retirer leur certification QualiOpi. La mission de contrôle pédagogique peut signaler de telles pratiques au certificateur dès qu'elle en a connaissance.

Pour rappel, l'employeur doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat

Article L6223-4 du Code du travail

« L'employeur s'engage à faire suivre à l'apprenti la formation dispensée par le centre et à prendre part aux activités destinées à coordonner celle-ci et la formation en entreprise.

Il veille à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat ».

« Responsable de l'inscription de l'apprenti dans un CFA, l'employeur s'engage contractuellement et veille à l'inscription et à la participation de son apprenti aux épreuves sanctionnant le titre ou le diplôme ainsi préparé. C'est notamment à ce titre que l'employeur s'engage à libérer l'apprenti de toute présence en entreprise pour suivre les enseignements théoriques dispensés obligatoirement par l'organisme dans lequel il est inscrit. Le temps nécessaire à la préparation et au passage des épreuves nécessaires à l'obtention du diplôme ou du titre est du temps contractuel effectif, et est donc rémunéré comme tel. A ce titre, et ce si le CFA n'a pas organisé une semaine de révision en plus du référentiel de formation initial, l'apprenti a droit à un congé

supplémentaire de cinq jours ouvrables pour la préparation directe des épreuves. Ce congé, qui donne droit au maintien du salaire, est situé dans le mois qui précède les épreuves » - Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – pages 15 et 16).

**Pour limiter ce type d'abus, les entreprises signataires de contrat d'apprentissage peuvent exiger du CFA la preuve des attestations d'inscription individuelle émise par le service des examens et concours.**

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)La situation du stagiaire de la formation professionnelle vis-à-vis de son inscription à l'examen

Date limite de désinscription à l'examen (février / mars)		Période d'examen
	<p><u>Cas d'une rupture de contrat intervenant avant les 6 mois réglementaires avant le démarrage des examens</u> Le candidat a le statut de stagiaire de la formation professionnelle (statut lui permettant de poursuivre sa formation tout en étant couvert). Il est accompagné activement par le CFA pendant cette période pour trouver une nouvelle entreprise. <i>Plus de détail sur les alternatives à proposer pendant cette période dans la fiche <a href="#">Q10E19</a>.</i> Mais son statut n'est pas modifié à l'examen : il passe ses examens sous le statut d'apprenti. Si dans ce délai, il retrouve une entreprise, le CFA perçoit un financement rétroactif depuis la rupture de son contrat.</p>	
	<p><u>Cas d'une rupture de contrat depuis une durée supérieure à 6 mois au démarrage des examens sans avoir trouvé une nouvelle entreprise</u> Le candidat doit avoir un statut pour passer son examen. Seul un CFA également OF peut accorder le statut « scolaire » ou étudiant » au candidat afin de lui permettre de terminer son cycle de formation.</p>	
<p><u>Cas d'une rupture de contrat dont la durée arrive avant l'échéance de la date limite de désinscription à l'examen</u> - Soit le CFA est en capacité de proposer au candidat de poursuivre sa formation sous le statut « scolaire » ou « étudiant », et dans ce cas le statut d'inscription du candidat est modifié ; - Soit le candidat est désinscrit.</p>		

Le cas des CFA souhaitant être également OF

Plusieurs OF privés questionnent le Rectorat sur l'ouverture de formations visant des diplômes Education nationale mais aussi Enseignement supérieur (BTS notamment) sous statut scolaire ou étudiant (donc dans le cadre de formations privées hors contrat ...). On pose comme hypothèse qu'il s'agit d'OF cherchant à développer des formes de mixité de public, entre apprentis et "scolaires"... un candidat recruté sous le statut d'apprenti, sans entreprise (basculant sous le statut de stagiaire de la formation

professionnelle) ... et qui pourrait poursuivre sous le statut "scolaire" ou "étudiant" s'il ne parvient pas à trouver d'entreprise au-delà de la période limite fixée à 3 mois (ou 6 mois post-rupture).

- S'agissant des formations professionnelles pré-bac :

Le service compétent est la direction des établissements privés (DEEP). Contact : [ce.deep@ac-aix-marseille.fr](mailto:ce.deep@ac-aix-marseille.fr) /

Le "support de compétence" de la DEEP est un établissement « scolaire », donc ici un organisme hors contrat.

Pour les niveaux 3 et 4, il s'agit d'une déclaration d'ouverture (articles L. 441-1 et D. 441-1 du code de l'éducation) pour du [hors contrat](#). Puis, au bout de 5 ans d'exercice, un établissement peut demander à être lié à l'Etat par un contrat (simple ou d'association). Le contrat simple permet un enseignement réalisé par référence au programme, un contrat d'association nécessite qu'un besoin local soit reconnu par le recteur et il est exigé un strict respect des enseignements.

Un contrat d'association engage l'établissement, notamment sur l'obligation de faire participer ses maîtres - rémunérés par l'Etat - aux opérations de mobilité.

Plus de détail à cette adresse : <https://www.education.gouv.fr/les-etablissements-d-enseignement-scolaire-privés-2942>.

- S'agissant des formations professionnelles post-bac :

Pour qu'un OF également CFA puisse proposer une formation sous statut d'étudiant à des apprentis en rupture de contrat qui à l'issue de la période limite des 6 mois, n'ont pas retrouvé d'entreprise malgré l'accompagnement actif du CFA .... Ces OF doivent faire une déclaration d'ouverture auprès du service de la DRAESRI ; après instruction, le code nature de la structure est passé de 605 à 400 (correspondant aux établissements d'enseignement supérieur relevant du Code de l'éducation), en indiquant la spécialité "accueil des apprentis".

Contact : [contrôle.prive.es@region-academique-paca.fr](mailto:contrôle.prive.es@region-academique-paca.fr)

### La reconnaissance d'un diplôme étranger

Pour pouvoir prétendre à des dispenses d'épreuves, il faut s'assurer que les diplômes obtenus hors de la France soient bien reconnus en France et par le Ministère de l'éducation nationale.

Consulter le [site du service public](#). Extrait : « Vous pouvez faire reconnaître votre diplôme étranger pour étudier ou travailler en France. Les critères de reconnaissance des diplômes sont différents selon l'organisation de vos études et selon le métier envisagé. Le Centre Enic-Naric peut vous fournir une attestation de reconnaissance de votre diplôme étranger, appelée attestation de comparabilité (...) ».

Le service des examens et concours dans chaque rectorat est le seul à pouvoir vous dire ensuite si à partir du diplôme, des dispenses d'épreuves sont possibles.

### Le recours au dictionnaire pendant les examens

(Communication de la cheffe de la mission du pilotage des examens et de la chargée d'études EANA 1er et 2d degrés – DGESCO)  
Les dispositions prévues dans la note de service du 3 février 2022, relative à l'autorisation d'utiliser un dictionnaire bilingue pour certaines épreuves des examens scolaires et de certifications pour les élèves allophones nouvellement arrivés en France (EANA) à compter de la session 2022 sont étendues à d'autres disciplines à compter de la session 2023, selon les indications suivantes.

- *Pour le baccalauréat professionnel et le brevet des métiers d'art (BMA) :*

Toutes les épreuves d'enseignement général : français, histoire-géographie EMC, économie-droit, économie-gestion, arts appliqués et cultures artistiques, langues vivantes, mathématiques, physique-chimie, prévention, santé environnement.

- *Pour le certificat d'aptitude professionnel (CAP) :*

Toutes les épreuves d'enseignement général : français, histoire-géographie EMC, arts appliqués et cultures artistiques, langues vivantes, mathématiques, physique-chimie, prévention, santé environnement. »

La note de service sera actualisée et mise à jour pour la session 2024.

Les apprentis qui sont dans le dispositif EANA sont autorisés à recourir au dictionnaire bilingue. Pour être concernés par cette autorisation, ils doivent remplir les critères correspondant au profil EANA :

« Un élève scolarisé dans le système éducatif français depuis moins de quatre ans à la date de passation de l'examen et ayant dû bénéficier d'un enseignement spécifique de français langue seconde en parallèle de son inclusion dans le cursus scolaire ordinaire ou d'une adaptation pédagogique spécifique si cet enseignement n'était pas délivré dans son établissement ou son secteur de scolarisation. Pour être éligible à cette disposition, le candidat doit répondre à ce critère et poursuivre un parcours scolaire ou de formation en établissement. »

La note de service du 3 février 2022 ne distingue pas scolaire d'apprentis et parle d'élèves AENA.

#### Une alternative à proposer dans le cas d'un échec à l'examen pour un apprenti inscrit dans un établissement habilité au CCF

Une alternative peut être proposée aux apprentis ayant échoué à l'examen, pour lesquels les épreuves non acquises à la session d'examen relèvent des modalités de contrôle en cours de formation (CCF), donc dans le cas de formations habilitées au CCF. Il peut leur être proposé un contrat de 6 mois (septembre / octobre N à mars / avril N+1) avec un volume horaire d'enseignement en CFA calculé au prorata temporis (soit dans l'exemple d'un BTS, 337 h) et concentré sur les épreuves non acquises à l'examen, complété selon le cas par des modules répondant aux besoins des apprentis (renforcement dans les domaines généraux et/ou professionnels, accompagnement du projet de poursuite d'études ou d'insertion professionnelle, etc.). Cette durée de contrat permettrait de couvrir la session de délibération des examens de la campagne de printemps de la VAE (sur la base de la circulaire du 25 avril 2022 - cf fiche ressource "[Positionnement en apprentissage](#)", page 11), ce qui permettrait d'acter la diplomation des candidats à l'issue de ce jury et donc sans attendre la session de juin / juillet. Un point de vigilance : se concerter au préalable avec la DEC du rectorat pour en valider le principe.

Ces éléments visent spécifiquement le CFA, et ne peuvent s'entendre que dans le cas d'épreuves non acquises à l'examen pouvant relever du CCF.

#### Arrêt maladie et présentation à l'examen (dont focus sur les conditions restrictives pour se présenter à l'examen du BP)

Principe : Un apprenti en arrêt maladie avec arrêt de travail médical au cours de son contrat d'apprentissage peut se présenter "théoriquement" à l'examen. A l'exception du BP pour lequel des conditions restrictives existent (cf la fiche ressource citée supra). Le CFA devra aménager au mieux le parcours de formation de manière à placer l'apprenti dans les meilleures dispositions pour réussir à l'examen, malgré ses absences.

#### Procédure (proposition) :

- Nouveau positionnement pédagogique de l'apprenti avec aménagement du parcours de formation (avec modalités de récupération des contenus d'enseignement non suivis : distance / présentiel avec modules spécifiques / tutorat - mentorat / accompagnement ...) en concertation avec l'entreprise et l'apprenti (-> individualisation de la formation). Cet aménagement doit être pensé en CFA et en entreprise. Cet aménagement devra également tenir compte des conclusions de la visite de pré-reprise (en principe gérée par le service de prévention et de santé au travail), car le médecin du travail peut recommander des aménagements et adaptations du poste de travail (pour en savoir plus, se reporter au site du [service-public.fr](http://service-public.fr) sur ce sujet).
- Information à l'OPCO financeur du contrat d'apprentissage
- S'agissant de la CPAM, pour rappel cet élément indiqué dans la FAQ :

Position à tenir dans le cas d'un arrêt de travail d'un apprenti (dans l'attente de la mise à jour annoncée du Précis de l'apprentissage)

Dans le souci constant de protection des parties au contrat d'apprentissage et des acteurs essentiels de l'apprentissage ;  
 Considérant les situations suivantes qui ont pu survenir sur le terrain : un apprenti, bien autorisé par écrit à « suivre » ses cours théoriques en demande aujourd'hui le paiement à son employeur ; un employeur s'oppose à ce suivi, par écrit, autorisé par la CPAM ; un médecin prescripteur, autorisé par la CPAM à produire une autorisation de suivi exclut toute présence de l'apprentie sur les plateaux techniques du CFA, alors même que cette apprentie souhaite y participer...  
 Considérant l'absence de textes réglementaires ;

Considérant les refus de certaines CPAM aux sollicitations des apprentis relayées par les CFA ;  
La DGEFP prône l'interdiction totale de suivi des enseignements théoriques et de toute présence physique des apprenti(e) concerné(e)s sur le domaine du CFA.  
Seule alternative éventuelle suggérée par la mission régionale : dans le cadre de ses obligations en matière d'accompagnement, le CFA pourrait proposer aux apprentis souhaitant poursuivre leur formation malgré l'arrêt de travail, un suivi de la formation à distance :

- par des actions de formation à distance
- et/ou par la transmission de contenus de formation et d'évaluation
- et/ou par des temps d'accompagnement à distance individuel ou collectif).

- Notification de cet arrêt de travail dans le livret de formation à remettre au moment des examens au service des examens et concours, pour le jury de délibération. Une fiche ressource peut être consultée à ce sujet : la fiche [Gestion de l'absentéisme des apprentis](#)".

Dans le cas d'un arrêt maladie prolongé, pouvant mettre en péril la réussite à l'examen de l'apprenti, il est possible de prolonger la durée du contrat.

En effet, la prolongation du contrat d'apprentissage jusqu'à l'expiration du cycle de formation suivant est possible dès lors que le contrat d'apprentissage a été suspendu pour une « raison indépendante de la volonté de l'apprenti ». Toutefois, sans que ce motif soit clairement défini par la loi, la DGEFP considère que l'arrêt maladie de l'apprenti ou encore le congé maternité en font partie. Dans ce cadre, une convention tripartite doit être conclue en vue d'allonger la durée du contrat.

*Article R6222-10 - Version en vigueur depuis le 01 avril 2020 - Modifié par Décret n°2020-372 du 30 mars 2020 - art. 2*  
*Une convention tripartite peut être conclue pour allonger la durée du contrat ou de la période d'apprentissage en cas de suspension de celui-ci ou de celle-ci pour une raison indépendante de la volonté de l'apprenti. La durée du contrat ou de la période d'apprentissage est alors prolongée jusqu'à l'expiration du cycle de formation suivant.*

#### Précisions sur les conditions restrictives en BP

Les candidats au BP doivent remplir des conditions de formation et de pratiques professionnelles. La condition des 2 années, soit 24 mois, d'expérience peut être réduite, sans pouvoir être inférieure à 20 mois au moment du passage de l'examen.  
Cf décret n° 2012-1272 du 20 novembre 2012 définissant les périodes minimales d'activité professionnelle à justifier pour se présenter à l'examen du brevet professionnel : "Pour tenir compte de la situation de certains apprentis qui ne peuvent justifier de deux années effectives d'expérience à la date de l'examen, le décret prévoit la possibilité d'une réduction, de quatre mois maximum, de la durée de la période d'activité professionnelle exigible, par dérogation à la durée de deux ans de droit commun. Cette réduction est assortie de l'obligation pour les candidats de justifier de la totalité du temps de formation en centre".

#### *Rappel des textes du Brevet professionnel*

*Deux conditions sont exigées des candidats pour se présenter à l'examen dans son ensemble ou à la dernière unité ouvrant droit à la délivrance du diplôme :*

- le suivi d'une formation ;*
- une expérience professionnelle.*

*Condition 1 : le suivi d'une formation*

#### Article D337-101

*Les candidats préparant le brevet professionnel par la voie de la formation professionnelle continue n'ont pas à justifier d'une durée minimum de formation.*

*Les candidats préparant le brevet professionnel par la voie de l'apprentissage doivent justifier d'une formation en centre de formation d'apprentis d'une durée minimum de 400 heures par an fixée par chaque arrêté de spécialité conformément aux dispositions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 6211-2 du code du travail.*



En cas de réduction de la durée du contrat d'apprentissage dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 6222-7-1 du code du travail s'étendant entre six mois et deux ans, la durée de formation en centre de formation d'apprentis prévue au deuxième alinéa s'applique prorata temporis.

Toutefois les candidats préparant le brevet professionnel par la voie de l'apprentissage qui sont titulaires d'une spécialité de baccalauréat professionnel du même secteur professionnel que la spécialité de brevet professionnel postulée doivent justifier d'une formation en centre de formation d'apprentis d'une durée minimum de 240 heures.

Condition 2 : l'expérience professionnelle

#### Article D337-102

Les candidats doivent justifier d'une période d'activité professionnelle :

1° Soit de cinq années effectuées à temps plein ou à temps partiel dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé ;

2° Soit, s'ils possèdent un diplôme ou titre homologué classé au niveau V ou à un niveau supérieur, figurant sur une liste arrêtée pour chaque spécialité par le ministre chargé de l'éducation, de deux années effectuées à temps plein ou à temps partiel dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme postulé.

Au titre de ces deux années peut être prise en compte la durée du contrat de travail de type particulier préparant au brevet professionnel, effectuée après l'obtention d'un diplôme ou titre de niveau V de la nomenclature interministérielle des niveaux de formation.

La durée de deux années peut être réduite, sans pouvoir être inférieure à vingt mois, pour les candidats titulaires d'un contrat de travail de type particulier dont la durée effective est inférieure à deux ans au moment du passage de l'examen et qui ont bénéficié d'une formation en centre de 800 heures minimum.

3° Soit de six mois à un an pour les candidats titulaires d'une spécialité de baccalauréat professionnel du même secteur professionnel que la spécialité de brevet professionnel postulée.

#### Complément :

Pour des raisons particulières (maladie, date de conclusion d'un contrat de qualification, etc.), une réduction de la durée de cette pratique de un à trois mois sur la période de deux ans et de un à six mois sur la période de cinq ans peut être tolérée.

Cette pratique professionnelle doit obligatoirement avoir fait l'objet d'un contrat de travail qui peut être soit un contrat de travail ordinaire, soit un contrat de travail de type particulier (contrat d'apprentissage, contrat de qualification).

Le temps de pratique professionnelle effectué dans le cadre d'un contrat de travail ordinaire est pris en compte dans sa totalité, que l'activité se soit déroulée avant ou après l'obtention d'un diplôme de niveau V.

Le temps de pratique professionnelle effectué au titre d'un contrat de travail de type particulier (contrat d'apprentissage, contrat de qualification) est pris en compte lorsque le contrat a été conclu en vue de la préparation du brevet professionnel.

En revanche, les diverses périodes de stage rémunéré ou non ou périodes de formation en entreprise ne peuvent être prises en compte à ce titre.

### Les prolongations de contrat d'apprentissage pour une inscription à une nouvelle session d'examen

Les prolongations de contrat d'apprentissage sont possibles mais fortement encadrées.

Par exemple, extrait du [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail : "Un éventuel avenant de prolongation peut ainsi être conclu lorsqu'un élément objectif le justifie, c'est-à-dire un élément ne dépendant pas de la volonté de l'employeur ou de l'apprenti. Ainsi, par exemple lorsque la date de soutenance d'un mémoire n'est pas connue lors de la conclusion du contrat. Nombre d'établissements de l'enseignement supérieur exigeant la qualité d'apprenti lors de la soutenance, un avenant de prolongation peut être conclu (jusqu'à la date de soutenance incluse, y compris lorsqu'elle intervient après la date de début du cycle de formation suivant) afin que cette soutenance soit comprise dans la durée contractuelle en apprentissage".

Référence : article L. 6222-12 du code du travail

Pour rappel, les prolongations d'un an au maximum d'un contrat d'apprentissage sont permises par le Code du travail en cas d'accord entre l'apprenti, l'employeur et le CFA, pour permettre :

- un doublement,
- une réorientation,
- ou une spécialisation complémentaire.

L'article L6222-11 autorise la prorogation du contrat d'apprentissage pour une durée d'un an au plus suite à un échec aux examens : « En cas d'échec à l'obtention du diplôme ou du titre professionnel visé, l'apprentissage peut être prolongé pour une durée d'un an au plus : 1° Soit par prorogation du contrat initial ou de la période d'apprentissage ; 2° Soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur dans des conditions fixées par décret ».

Le décret n° 2020-373 du 30 mars 2020 précise que, dans cette situation, l'âge de l'apprenti ne fait pas obstacle à la conclusion d'un nouveau contrat d'apprentissage.

Le décret n°2020-372 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage (publié au JO du 31 mars 2020) ajoute qu'"une convention tripartite peut être conclue pour allonger la durée du contrat ou de la période d'apprentissage en cas de suspension de celui-ci ou de celle-ci pour une raison indépendante de la volonté de l'apprenti". En ce cas, "la durée du contrat ou de la période d'apprentissage est alors prolongée jusqu'à l'expiration du cycle de formation suivant". C'est le cas par exemple lors /d'arrêts de travail pendant le déroulement d'un contrat d'apprentissage.

Le décret précise également que la convention tripartite Apprenti / Employeur / CFA n'est pas requise dans trois cas :

- la prolongation du contrat après un échec à l'examen (article L.6222-11)
- et les aménagements soit pour les apprentis en situation de handicap (article L.6222-37), soit pour les sportifs de haut niveau (article L.6222-40).

Focus spécifique dans le cas d'un échec à l'examen (extrait de la fiche ressource Positionnement pédagogique en apprentissage)

*Point de vigilance n°1 : Toute dispense d'épreuves est à vérifier auprès du rectorat (service des examens et concours), dans le doute et pour éviter toute mauvaise surprise au moment de l'inscription de l'apprenti à l'examen.*

*Point de vigilance n°2 : Le volume horaire minimum d'enseignement en CFA s'apprécie en fonction de la durée du contrat. Dans le cas d'un prolongement du contrat suite à un échec à l'examen, le volume horaire d'enseignement sera fixé uniquement en référence au décret n°2020-624 du 22 mai 2020.*

*Des CFA ont pu avoir recours à un article du Code du travail abrogé depuis la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».*

*Article R6233-53 (abrogé) Version en vigueur du 01 mai 2008 au 09 novembre 2019 [Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. \(V\)](#)*

*L'horaire minimum prévu à l'article [L. 6233-9](#) ne peut être inférieur à 240 heures par an en cas de prolongation de l'apprentissage pour une durée d'une année.*

*Il est vrai que certains sites font encore référence à ce volume horaire minimum (par exemple : <https://lapprentissage.re/un-cfa/la-formation-en-cfa/> ou ici : <http://www.cfa-creap.com/medias/File/faq/FICHE25.pdf>).*

*C'est une erreur et le volume horaire d'enseignement min. en CFA sera calculé au prorata temporis de la durée du contrat, dans le respect du décret n°2020-624 du 22 mai 2020.*

*Par exemple*

- Pour des contrats de 12 mois : 400 h en CAP, MC, BP / 675h en bac pro, BMA et BTS.
- Pour des contrats par exemple de 10 mois : 333h en CAP, MC, BP / 562h en bac pro, BMA et BTS (prorata-temporis – voir supra).

*Dès lors, tout contrat d'apprentissage ne respectant pas ce volume horaire min. d'enseignement en CFA pourrait être assimilé à du travail dissimulé et être requalifié en contrat de travail de droit commun (CDI).*

*Pour rappel également, le document préparatoire de la rentrée 2022 ([FIL ROUGE 2022-2023](#)) souligne dans sa première page, un objectif fixé dès février 2022 :*

*« Pour les inscriptions à la prochaine session d'examen (2023), tous les CFA sont informés des dispositions suivantes :*

- *Aucun CERFA ne respectant pas les volumes horaires minimum d'enseignement en CFA ne sera désormais accepté par le rectorat*
- *Tout aménagement de la durée du contrat d'apprentissage (réduction ou allongement) ne faisant pas l'objet de la signature d'une convention tripartite (dans le respect des dispositions du décret 2020-372 du 30 mars 2020) sera refusé ».*

*Point de vigilance n°3 : Le cas spécifique des formations habilitées au CCF*

Le cas sera différent pour les formations habilitées au CCF. Selon la [circulaire du 25-4-2022](#), pour les actions de formation par apprentissage, les organismes de formation habilités à la pratique du contrôle en cours de formation (CCF) pourront mobiliser toutes les souplesses proposées par ce mode certificatif pour articuler de façon personnalisée parcours de formation et parcours de certification de chaque apprenti.

Par conséquent, à la suite d'un échec à l'examen en raison d'unités certificatives en CCF non acquises (exclusivement), une prorogation de 6 mois du contrat d'apprentissage peut être signée pour permettre :

- à l'apprenti de passer de nouveau ses épreuves en CCF
- au rectorat de solliciter le jury de délibération de la VAE de printemps pour acter la diplomation de l'apprenti dans le cas où les unités restantes sont acquises.

Point de vigilance n°4 : Ce volume horaire min. d'enseignement s'entend en CFA et/ou dans d'autres structures de formation par délégation, y compris dans l'entreprise signataire du contrat d'apprentissage. Cette délégation de formation à l'entreprise est fortement conditionnée.

Toutes les conditions sont explicitées dans la fiche ressource « [Formation en situation de travail en apprentissage](#) », et tout CFA déléguant une partie de la formation à l'entreprise reste pédagogiquement responsable du contenu d'enseignement en entreprise.

Point de vigilance n°5 : Le CFA est tenu de proposer un parcours individualisé aux apprentis dont le contrat est prorogé en raison de l'échec à l'examen

En effet, il revient au CFA de proposer un parcours de formation aménagé compte tenu du positionnement des apprentis, en respectant dans tous les cas le volume horaire min. d'enseignement mais avec des contenus qui peuvent, au-delà de la préparation aux épreuves qui ne font pas l'objet d'une dispense à l'examen, leur permettre :

- de consolider des compétences,
- en développer de nouvelles (par exemple en lien avec leur projet professionnel),
- voire leur permettre d'acquérir des certifications complémentaires qui seront autant d'atouts supplémentaires à faire valoir dans son CV (certifications TOEIC, PIX, ...).

En CAP ou encore en baccalauréat professionnel plus particulièrement, la dispense d'épreuves de l'enseignement général ne signifie pas pour autant la maîtrise suffisante par tous les apprentis des connaissances et compétences nécessaires et suffisantes en français et en mathématiques – physique – chimie pour réussir le diplôme, et plus encore leur insertion professionnelle ou leur poursuite d'études.

De manière plus générale, toute dispense d'épreuves à l'examen ne signifie pas pour autant que l'apprenti, à la suite de son positionnement, n'a pas besoin d'approfondir voire de consolider certains apprentissages. C'est le cas notamment des enseignements généraux, le cas le plus fréquent de dispenses, pour développer des compétences plus transversales (« soft skills ») et sécuriser les continuités de parcours ».

#### **Les conditions de passation des examens (présence en entreprise et/ou en CFA de l'apprenti pendant la période des examens)**

D'une part, l'apprenti n'est pas un candidat à l'examen comme les autres ... l'article L. 6223-4 du code du travail rappelle que l'apprenti est lié à son entreprise par un contrat de travail : « L'employeur s'engage à faire suivre à l'apprenti la formation dispensée par le centre et à prendre part aux activités destinées à coordonner celle-ci et la formation en entreprise (...) il veille à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat ».

L'apprenti est donc soumis à un contrat de travail, y compris durant la période des examens.

Ces épreuves d'examen, dès l'instant où elles sont formalisées par des convocations officielles du certificateur, sont reconnues par le Code du travail comme une situation d'absence justifiée.

Un principe absolu dans ce cas : l'apprenti doit informer au plus tôt l'employeur dès réception de la ou des convocations mentionnant la date, l'horaire et le lieu, en lui remettant une copie de sa ou de ses convocations.

Toutes les parties prenantes, en entreprise comme en CFA doivent alors pouvoir se coordonner pour placer les apprentis dans les meilleures conditions de réussite à l'examen. Sur ce point, toutes les situations peuvent exister, car la décision relève du bon vouloir de l'employeur :

L'employeur et son apprenti s'entendent pour aménager le temps de travail pendant la période des examens. Il ne s'agit pas de rattraper les heures non suivies en entreprise lors du passage des examens, mais d'étudier la possibilité d'avancer ou de reporter les horaires périphériques (du matin si l'examen a lieu l'après-midi ou inversement), notamment si le lieu de l'examen est loin du lieu de l'entreprise.

L'apprenti ne parvient pas à négocier l'aménagement de son emploi du temps avec son employeur :

- Le CFA peut alors intervenir pour essayer de faire entendre raison à l'employeur.
- L'apprenti peut solliciter en dernier recours le médiateur de l'apprentissage.

### **Le contrôle en cours de formation (CCF)**

#### Habilitation de droit et CCF

(Réponse de la DGESCO)

Dès lors que le règlement d'examen indique que telle épreuve doit être passée en CCF et que l'habilitation CCF est de droit, l'EPL ne peut faire le choix de faire passer l'épreuve en ponctuel, même via un conseil de perfectionnement. Les règles applicables aux formations du scolaire s'appliquent de la même manière en apprentissage. Plutôt que d'habilitation de droit, il serait plus juste de parler de pratique de droit : ces établissements ne sont pas soumis au régime de la demande et de « l'autorisation » rectorale à pratiquer le CCF. Ils le pratiquent parce que les textes le prévoient.

#### Demande d'habilitation au CCF et CFA / UFA

(Réponse de la DGESCO)

Seul un CFA, c'est-à-dire un organisme de formation déclaré comme tel, peut faire une demande d'habilitation CCF (s'il n'entre pas dans la catégorie des CFA qui pratiquent de droit le CCF). C'est donc la structure qui porte le CFA et signe les contrats d'apprentissage qui fait la demande. Le CFA précise dans sa demande, les lieux de réalisation de la formation (donc les UFA). Les UFA, en tant que lieux de réalisation de la formation, ne peuvent donc réaliser de demande d'habilitation.

D'autre part, les habilitations CCF sont délivrées par formation (la demande d'habilitation « cible » une formation).

Aussi on ne peut considérer qu'un CFA habilité suite à sa demande d'habilitation, le soit pour toutes ses formations. S'il constitue une nouvelle UFA qui propose d'autres formations que celles pour lesquelles il a été habilité, le CFA devra déposer une nouvelle demande d'habilitation.